

MO IBRAHIM

Président de la Fondation Mo Ibrahim

Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

A présent je vais demander à Mo Ibrahim s'il partage cette opinion plutôt optimiste quant à la gestion future des dimensions politiques et sécuritaires. C'est une opportunité pour moi de bénéficier gratuitement d'un avis d'expert de la part d'un homme qui a investi en Afrique et connu un extraordinaire succès, et qui dédie sa deuxième vie, ou l'une de ses vies, à l'analyse et la promotion de la bonne gouvernance en Afrique, d'un point de vue à la fois africain et international. Étant donné les très bonnes nouvelles du point de vue macroéconomique d'une part et la situation politique et les problèmes de sécurité d'autre part, est-ce que vous conseillerez à qui que ce soit de suivre votre exemple et de faire maintenant ce que vous avez fait dans les années 80 et 90 en Afrique ? L'environnement est-il le même, est-il plus propice ? Est-ce que le monde a raison, quand il se précipite vers l'Afrique pour investir, avec des investissements dans le secteur privé qui ont dépassé les 20 milliards de dollars, ou est-ce la promesse d'un échec cuisant dans les dix ans à venir ?

Mo Ibrahim, Président de la Fondation Mo Ibrahim

La courte réponse est que j'ai toujours été étonné de voir l'étendue de la désinformation des marchés internationaux et du monde dit "des affaires" quant à la situation en Afrique. Le problème, c'est une certaine perception de l'Afrique qui vient de plusieurs sources. Les films et dessins animés de mon enfance, puis les bribes d'informations qui nous parviennent de temps en temps. J'ai eu de nombreuses discussions avec des membres des médias, BBC, CNN, les médias français, les journaux, etc. car je me plaignais toujours, et à chaque fois la réponse était qu'ils avaient une ou deux minutes à y consacrer dans leurs journaux, et le temps de parler des islamistes et djihadistes au Mali, le temps dédié était écoulé.

L'Afrique compte 54 pays, et les médias sont à l'affût d'histoires sensationnelles, qui rendent bien à la télé ; un homme qui en tue un autre ou qui lui coupe la main, ou un bus qui explose, ça ce sont des nouvelles sensationnelles, donc on en entend parler. Nous avons tous entendu hier qu'un bus a explosé au Kenya ; c'est une grosse histoire, et les gens ont annulé leur voyage au Kenya. Les accidents de voitures ont fait plus de victimes à Paris sur la journée d'hier que l'explosion de ce bus au Kenya, mais notre perception des choses peut malheureusement être trompeuse. A chaque fois qu'il y a un fossé entre la perception et la réalité, il y a de fantastiques opportunités de business ; et c'est ça le business, chercher les fossés, et dans n'importe quel marché, industrie ou secteur, s'il y a une différence entre perception et réalité, il y a de l'argent à se faire. Cette différence a toujours existé en Afrique. Voici ma réponse à la première partie de la question.

En ce qui concerne la sécurité et les problèmes associés, peut-être certains d'entre vous savent-ils que nous publions un index annuel de la gouvernance africaine. Notre fondation se concentre sur la gouvernance, car toutes les bonnes choses viennent de la gouvernance publique. La gouvernance publique, c'est l'offre de biens publics. Nous avons des données, dans ces domaines, sur 12 ans, 2000-2012, et nous mesurons 133 paramètres pour tous les pays d'Afrique. Cela nous permet de vraiment avoir un regard scientifique et objectif sur la situation, loin de la perception générale et des histoires sensationnelles.

En ce qui concerne les principaux problèmes de l'Afrique depuis 12 ans, tout d'abord, il y a eu de grands progrès dans le domaine du développement humain – la santé, l'éducation et le bien-être. Depuis 12 ans, l'Afrique connaît de grandes victoires, confirmées par les chiffres, dans pratiquement tous les pays. Ensuite, il y a l'économie : là encore, de nombreux succès, avec 46 pays en progression. On constate le maintien d'une bonne croissance, même pendant la crise financière, et ça c'est une histoire fantastique. Nous arrivons ensuite à la participation, la démocratie et les droits de l'homme. On a vu une amélioration de 3-4%, donc il y a un progrès, mais il n'est pas aussi rapide que dans les domaines du développement humain et économique.

Vient alors le domaine de la loi et de la sécurité ; ce domaine s'est détérioré au cours des 12 dernières années, et c'est un signal d'alarme. Pourquoi, avec tous les succès que nous venons d'évoquer, l'Afrique a reculé dans les domaines de la sécurité et de la loi ? Nous avons cherché dans les données et, de façon très intéressante, nous avons découvert parmi les différents indicateurs que la responsabilité s'améliore, et ça, c'est une bonne chose. Nous avons découvert que les violences transfrontalières et les conflits ont diminué, et c'est une excellente nouvelle. Alors pourquoi les indicateurs généraux ont-ils reculé ? Nous avons découvert que c'est à cause de l'apparition d'un phénomène inquiétant au cours des dix dernières années, la montée des conflits domestiques et de l'agitation sociale. Cette montée fait chuter tous les autres indicateurs réunis sous le titre de la loi et de la sécurité. Ce fait était pour le moins troublant. Pourquoi les conflits intérieurs ont-ils augmentés ?

Nous avons soumis cette question et les données à des chercheurs, des universitaires, des sociologues, etc., leur demandant d'étudier ces données et de nous dire ce qui se passe en Afrique. Mon avis c'est que nous devons envisager plusieurs raisons. L'une d'entre elles est la marginalisation de certains groupes, que ce soit sur des critères ethniques, religieux ou sur la différence rural-urbain. La marginalisation est un stress sur la fabrique même de la société, et c'est un problème de gouvernance.

La deuxième raison possible est l'augmentation des inégalités. Alors que l'Afrique s'est énormément développée au cours des 12 dernières années, le nombre de gens souffrant de la pauvreté n'a pas diminué ; les fruits de la croissance ont profité au 1 % supérieur, c'est le cas partout ailleurs, pas seulement en Afrique. Ceci est un problème et la percée dont on nous parle ne se produit pas. C'est encore une fois un problème de gouvernance. Ce phénomène de stress social au sein de la société est très frappant, et je me demande s'il n'est pas en passe de devenir un phénomène international, bien qu'il ne soit nulle part aussi violent qu'en Afrique. Je suis également citoyen britannique, et je sais que dans quelques mois il y aura un vote pour savoir si l'Écosse reste dans le Royaume-Uni ou pas. Que se passe-t-il chez les Écossais, qu'est-ce qui ne fonctionne pas et leur donne envie de partir ? Quand je suis allé à Barcelone il y a quelques mois, tous les Catalans auxquels j'ai parlé évoquaient l'indépendance de la Catalogne.

Une fragmentation se produit dans ce nouveau monde, bien que je ne sache pas pourquoi elle s'est exprimée de façon civilisée et pacifique par les urnes en Europe alors qu'en Afrique elle revêt parfois un aspect violent, mais c'est un problème auquel il faut se confronter et qu'il faut étudier.

Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

Juste pour insister sur quelques points que vous avez évoqués, si on projette les chiffres de l'Afrique vers 2050, par exemple, et que vous regardez le nombre de gens qui vivent avec moins d'1,2 \$ par jour, qui est le seuil de pauvreté, même avec une croissance moyenne de 5 % et sans aucun changement à la distribution des revenus, encore plus de gens seront sous ce seuil à cause de l'extraordinaire croissance démographique. Cela signifie que le continent est face à d'énormes défis d'inégalité sociale, et des défis sans doute plus compliqués que nulle part ailleurs dans le monde.